



40, rue des jeûneurs
75002 PARIS

SESSION 2008

UE 214 – COMPTABILITE ET AUDIT

Durée de l'épreuve : 4 heures

Le sujet comporte : 14 pages

- ⇒ **Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.**
- ⇒ L'usage d'une calculatrice de poche à fonctionnement autonome, sans imprimante, et sans moyen de communication est autorisé.
- ⇒ Aucun document n'est autorisé.

Ce sujet se présente sous la forme suivante :

<u>Partie 1</u> : Normes IAS	2 points
<u>Partie 2</u> : Comptes combinés	1,5 points
<u>Partie 3</u> : Comptes consolidés	4 points
<u>Partie 4</u> : Fusions et opérations assimilées	5,5 points
<u>Partie 5</u> : Gouvernance d'entreprise	2 points
<u>Partie 6</u> : Normes d'exercice professionnel du Commissaire aux comptes	5 points

Partie 1 : Normes IAS - IFRS

La société DELATTRE PERE ET FILS est une PME française basée dans le Massif Central. Elle a été acquise en 2002 par un groupe industriel norvégien et, dans ce cadre, Monsieur CASH, directeur administratif et contrôleur financier de la société, établit une liasse de consolidation répondant au référentiel IAS en complément des comptes annuels qui eux suivent le référentiel du PCG.

L'activité est soumise à une forte saisonnalité et, de ce fait, la société dispose d'importants excédents de trésorerie durant le second semestre.

L'objectif de monsieur CASH est de placer cette trésorerie disponible pour la faire fructifier mais sans prendre des risques qui seraient disproportionnés par rapport aux critères habituels d'une gestion normale de PME du secteur industriel.

La trésorerie disponible est donc placée à court terme en obligations du Trésor français dont les caractéristiques sont les suivantes (pour une obligation) :

- nominal et prix de remboursement 100 €
- le 01/07/N cours d'achat 106 €(coupon attaché),
- échéance des intérêts 01/04,
- taux 4 %,

Au 31/12/N le cours est de 109 €(coupon attaché).

Travail à faire

Première question

En application de IAS 39 quelles sont les catégories d'instruments financiers.

Vous disposez pour répondre à cette question d'un extrait du règlement 2086/2004 du Parlement Européen, portant adoption de la norme IAS 39 (Annexe 1).

Deuxième question

En application de IAS 39, à quelle catégorie d'instruments financiers se rapportent les placements que réalise Monsieur CASH.

Troisième question

Déterminez l'évaluation d'une obligation lors de sa comptabilisation initiale et procédez aux enregistrements requis.

Quatrième question

Déterminez l'évaluation d'une obligation au 31 décembre N et procédez aux enregistrements requis.

Partie 2 : Comptes combinés

Travail à faire

Première question

Qu'appelle-t-on comptes combinés ?

Deuxième question

Quels exemples de situations connaissez-vous qui permettent d'établir des comptes combinés ?

Troisième question

Quelle convention doit obligatoirement exister pour pouvoir établir des comptes combinés ?

Partie 3 : Comptes consolidés

La société SHOCOL est filiale à 40 % de la société ETAN et aucun autre actionnaire ne possède une fraction de capital supérieure.

Le capital de SHOCOL est composé de 10000 actions au nominal de 270 € Les titres détenus par ETAN ont été acquis le 1^{er} juillet N-2 dans les conditions suivantes :

- coût d'acquisition des titres 3 150 k€
- capitaux propres retraités à la date d'acquisition 6 000 k€
- écart d'évaluation hors passifs d'impôts différés affecté à une valeur de marque non amortissable pour 600 K€et à un matériel amortissable pour 300 K€dont la durée de vie résiduelle a été estimée à 10 ans.

Le bilan et le compte de résultat de la société SHOCOL au 31 décembre N-1 et au 31 décembre N sont présentés ci après (en k€) :

ACTIF	31/12/N	31/12/N-1	PASSIF	31/12/N	31/12/N-1
Immobilisations incorporelles		2 000	Capital	2 700	2 700
Immobilisations corporelles	9 200	6 500	Réserves	2 100	1 900
Immobilisations financières			Provisions règlementées (a)	1 680	1 800
Stocks et en-cours	3 200	1 900	Résultat	540	360
Clients et comptes rattachés	1 000	6 000	Provisions pour R&C	3 000	2 500
Autres cré. et cpts de régul.			Emprunts et dettes financières	6 000	6 500
Valeurs mobilières de plac.			Fournisseurs et cpts. rattachés	3 200	5 840
Disponibilités	6 220	5 500	Autres dettes et cpts de régul.	400	300
Total	19 620	21 900	Total	19 620	21 900

a) La provision règlementée correspond à une provision pour hausse des prix (PHP) dotée pour 1 800 k€en N-1 et reprise pour 120 k€en N.

	31/12/N	31/12/N-1
Chiffre d'affaires	190 190	140 340
Autres produits d'exploitation		
Achats consommés	-43 000	-30 000
Charges de personnel	-140 000	-100 000
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes		
DADP	-8 000	-8 000
Résultat d'exploitation	-810	2 340
Charges et produits financiers		
Résultat courant	-810	2 340
Charges et produits exceptionnels (a)	1 620	-1 800
Impôts sur les résultats	-270	-180
Résultat net	540	360

(a) Le résultat exceptionnel de N-1 correspond à une dotation aux PHP. Le résultat exceptionnel de N correspond à une reprise sur PHP pour 120 k€et à une plus value de cession de 1 500 k€

La plus value de cession correspond à un brevet qui a été cédé à la société ETAN le 2/01/N. Aucun autre actif incorporel ne figurait au bilan du 31 décembre N-1.

Il y a lieu de tenir compte :

- d'un taux d'imposition de 33 1/3 % uniforme pour l'impôt exigible et l'impôt différé (y compris sur la plus-value de cession de brevet) ;
- de l'amortissement sur 5 ans de l'écart d'acquisition ;
- par simplification, on considérera qu'il n'y a pas d'écart entre la dotation aux amortissements du brevet qui aurait été enregistrée chez le cédant (la société SHOCOL) et celle qui a été enregistrée chez le cessionnaire (la société ETAN).

Travail à faire

Première question

Expliquez quelle est la méthode de consolidation à retenir pour la société SHOCOL.

Deuxième question

Présentez les écritures de retraitement des PHP enregistrées dans le journal de pré-consolidation de la société SHOCOL au 31 décembre N (écritures pour les comptes de bilan et écritures pour les comptes de gestion).

Troisième question

Présentez les écritures d'élimination du résultat de cession interne enregistrées dans le journal de consolidation du groupe ETAN au 31 décembre N (écritures pour les comptes de bilan et écritures pour les comptes de gestion).

Quatrième question

Calculez l'écart d'acquisition sur titres SHOCOL à la date du 1^{er} juillet N-2.

Cinquième question

Présentez les écritures de prise en compte et de retraitement de l'écart d'acquisition et des écarts d'évaluation sur titres SHOCOL dans le journal de consolidation du groupe ETAN au 31 décembre N (écritures pour les comptes de bilan et écritures pour les comptes de gestion).

Sixième question

Présentez l'analyse du partage des capitaux propres consolidés de la société SHOCOL au 31 décembre N en tenant compte des écritures de pré-consolidation et de consolidation dans lesquelles ses capitaux propres ont été retraités.

Septième question

Présentez les écritures de partage des capitaux propres de la société SHOCOL et d'élimination des titres de participation SHOCOL intégrés, au 31 décembre N (écritures pour les comptes de bilan).

Partie 4 : Fusions et opérations assimilées

Il est envisagé deux opérations de fusion pour les sociétés suivantes :

- Absorption de la sarl Morbihan par la sarl Quercy
- Absorption de la SA Finistère par la SA Eure

On vous précise que l'actionnaire principal de la société Finistère est la société Mayenne possédant 75 % du capital (titres acquis à l'origine, il y a quatre ans, à la valeur nominale)

Les bilans simplifiés des quatre sociétés concernées sont présentés en annexe 1 et 2 (les chiffres sont indiqués en milliers d'euros).

Travail à faire

Première question

Quelle sera la différence dans les opérations de regroupements des Quercy/Morbihan et Eure /Finistère compte tenu des situations économiques entre elles.

Absorption de la société Morbihan par la société Quercy

Deuxième question

Comment pourra se réaliser la fusion Quercy / Morbihan, existe t-il plusieurs solutions possibles, vous traiterez les aspects fiscal, comptable et juridiques.

Troisième question

La fusion Quercy /Morbihan pourra-t-elle être réalisée aux valeurs réelles ?

Quatrième question

La fusion Quercy / Morbihan fait-elle apparaître un boni ou un mali de fusion ? Procédez à son analyse, et traitement doit lui être appliqué au plan fiscal et comptable ? On vous communique des informations complémentaires en annexe 1.

Cinquième question

Présentez les écritures comptables dans la comptabilité de la société Quercy.

Sixième question

Est-il possible de prévoir un effet rétroactif à l'opération ?

Fusion - absorption de la société Eure par la société Finistère

Septième question

Dans le cadre des travaux d'évaluation des patrimoines respectifs des sociétés E et F, les conclusions suivantes ont été dégagées :

- S'agissant de Eure, les seules plus values latentes recensées correspondent à une plus value sur fonds de commerce (non valorisé au bilan), de 800 k€ et à une plus value sur l'immeuble affecté à l'exploitation, de 445 k€: l'ensemble des autres éléments composant le patrimoine de E ont une valeur réelle égale à la valeur nette comptable ;
- Les seules plus-values latentes recensées chez Finistère correspondent à des plus-values latentes sur fonds de commerce (4 517,50 k€) et sur son droit au bail (635 k€).

- 7.1 Quelle est la valeur d'une action Eure et Finistère ? Les dirigeants des sociétés décident mutuellement de valoriser la fiscalité différée pour l'évaluation des apports servant à la valorisation de la parité.
- 7.2 Quel est le nombre d'actions que la société Eure devra émettre lors de la fusion au bénéfice des actionnaires de la société Finistère ?
- 7.3 Pour quel montant la prime de fusion apparaîtra-telle dans les comptes de la société Eure après fusion ?
- 7.4 Passez les écritures de fusion dans la comptabilité de la société Eure.

Huitième question

La société Mayenne a-t-elle des écritures à constatées dans sa comptabilité suite à la l'absorption de la société Finistère par la société Eure ?

Neuvième question

Si les sociétés Finistère et Eure prennent les engagements nécessaires pour placer la fusion sous régime de faveur prévu à l'article 210 A du C.G.I., quel sera le traitement fiscal des plus values dégagées par Finistère sur son fonds de le commerce et sur l'immeuble. Vous préciserez le traitement fiscal des plus-values ultérieurement dégagées sur ces éléments.

Partie 5 : Gouvernance d'entreprise
--

- 1- Définir la gouvernance d'entreprise.
- 2- Citez une loi qui a renforcé la responsabilité des dirigeants et qui a modifié les règles de fonctionnement de la profession comptable.
- 3- Citez un exemple de scandales comptables.

Partie 6 : Normes d'exercice professionnel du Commissaire aux comptes

	Situations décrites
1	<p>Au cours de l'AGO du 30 juin 2007 les actionnaires de la SASU AMBOISE, immatriculée au Registre du commerce de Noyal -Muzillac dans le Morbihan, ont approuvé la nomination pour une durée de 6 exercices de deux nouveaux commissaires aux comptes et de leurs suppléants en remplacement des précédents commissaires aux comptes dont les mandats étaient arrivés à échéance.</p> <p>Les nouveaux commissaires aux comptes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cabinet FRANCE WORLD AUDIT (FWA), société de commissariat aux comptes membre du réseau INTERNATIONAL WORLD AUDIT (IWA), représentée par Monsieur FAIR, commissaire aux comptes inscrit à la compagnie régionale de Versailles, - Monsieur BRETON, expert comptable et commissaire aux comptes inscrit à l'Ordre de la région Bretagne et à la compagnie régionale de RENNES
2	<p>Compte tenu de son expérience professionnelle Monsieur BRETON juge inutile de rédiger un plan de mission ou un programme de travail.</p> <p>Cela lui permet de réduire sensiblement le temps qui lui est nécessaire pour organiser ses missions de commissaire aux comptes.</p> <p>Monsieur BRETON fait l'estimation de ses honoraires en fonction de la durée prévisionnelle de la mission et en appliquant un taux horaire forfaitaire.</p> <p>La durée prévisionnelle de la mission est fixée en fonction des usages en vigueur dans son cabinet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PME (moins de 50 salariés), une semaine de contrôle sur place et 1 jour pour les rapports, - grandes entreprises (plus de 100 salariés), 3 semaines de contrôle, dont deux sur place et une au cabinet.
3	<p>Dans la semaine qui a suivi la tenue de l'AGO, Monsieur BRETON a téléphoné au comptable de la société AMBOISE pour se présenter et lui donner une première estimation du montant de ses honoraires.</p> <p>Monsieur BRETON considère que la qualité et l'efficacité des contrôles dépend en grande partie de l'effet de surprise. Pour cette raison il n'a pas prévu d'informer la société de la date de sa première visite ni des contrôles auxquels il envisage de procéder.</p> <p>Dès lors que la mission de commissaire aux comptes est légalement règlementée (Code de commerce L 820-1 et suivants), Monsieur BRETON estime qu'il n'a pas à définir à la société AMBOISE les termes et conditions de ses interventions.</p> <p>A la fin de cette conversation téléphonique, et conformément aux usages, Monsieur BRETON a demandé au comptable de la société AMBOISE si ce montant d'honoraires lui convenait.</p>
4	<p>La société mère du groupe dont fait partie la SASU AMBOISE est une société cotée à la bourse de New York qui est auditée par le cabinet US WORLD AUDIT (USWA) membre du réseau IWA. Monsieur FAIR et Monsieur BRETON ont convenu que le volume horaire nécessaire pour réaliser l'ensemble des travaux de la mission reviendrait à hauteur de 20 % à Monsieur BRETON et à hauteur de 80% au cabinet FWA, cette différence étant justifiée par les travaux spécifiques de contrôle liés à la consolidation du groupe qui seraient réalisées uniquement par le cabinet FWA.</p>
5	<p>Pour réaliser la mission d'audit des comptes de la société AMBOISE, Monsieur BRETON est assisté par deux collaborateurs.</p> <p>Pour leur permettre d'obtenir une connaissance de la société et de son environnement et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les comptes, Monsieur BRETON leur a demandé d'étudier la balance générale des comptes et de lire les procès verbaux des assemblées des précédents exercices.</p>
6	<p>La mission a débuté le 1^{er} septembre 2007 dans les locaux de la société.</p> <p>Dans le cadre de la répartition des travaux avec le co-commissaire aux comptes, le cabinet BRETON audite les comptes clients, soit 10 % du total de l'actif du bilan.</p> <p>A partir d'une balance des comptes clients établie au 30 juin 2007, les collaborateurs de Monsieur BRETON ont vérifié les comptes clients.</p>

	<p>Les comptes qui sont vérifiés sont ceux qui présentent à cette date un solde supérieur à 10 000€ car, selon Monsieur BRETON, en cas de découverte d'une anomalie les soldes qui sont inférieurs seraient en dessous du seuil de signification.</p> <p>Monsieur BRETON a expliqué à ses collaborateurs que le seuil de signification en audit correspond à une valeur en euros (ou en devises pour les sociétés étrangères) dont le montant est intangible quelle que soit l'importance de la société, son secteur d'activité, sa situation bénéficiaire ou déficitaire.</p> <p>Pour l'exercice 2007, le seuil de signification a été fixé par la DGI (Direction Générale des Impôts) à 10 000 €</p>
7	<p>Le contrôle réalisé consiste à vérifier pour chacun des comptes clients sélectionnés que les règlements reçus permettent d'apurer les enregistrements qui composent le solde du compte au 30 juin.</p> <p>Deux situations sont possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un règlement a été comptabilisé depuis le 30 juin et le comptable de la société AMBOISE leur montre le relevé de banque sur lequel apparaît le crédit correspondant, - aucun règlement n'a été reçu depuis le 30 juin et le comptable de la société AMBOISE leur montre la facture qui correspond à l'enregistrement non soldé. <p>Dans le premier cas le résultat du test est noté satisfaisant, dans le second cas le résultat du test est noté en anomalie.</p>
8	<p>Le comptable de la société AMBOISE a indiqué aux collaborateurs de Monsieur BRETON qu'il pouvait demander à ces clients de confirmer le solde de leurs comptes directement au commissaire aux comptes</p> <p>Mais, selon le collaborateur chef de mission du cabinet BRETON, cette technique de contrôle pourrait être considérée comme une intervention dans la gestion de la société, ce qui est interdit dans le cadre de la mission de commissaire aux comptes.</p>
9	<p>Le collaborateur chef de mission a aussi noté que le total des soldes nets de la balance des comptes clients avait été multiplié par 6 entre le 31 décembre 2006 et le 30 juin 2007 et l'a indiqué à Monsieur BRETON.</p> <p>Mais celui-ci a considéré que cette information ne présente pas d'intérêt dans le cadre d'une vérification de soldes individuels.</p>
10	<p>Le second poste qui est audité par le cabinet BRETON dans le cadre de la répartition avec le co-commissaire aux comptes est le poste stocks, soit 0,5 % du total de l'actif.</p> <p>La présence du commissaire aux comptes à l'inventaire physique des stocks étant obligatoire, Monsieur BRETON a demandé à l'un de ses collaborateurs d'être disponible le 31 décembre car l'inventaire physique des stocks de la société AMBOISE a été fait à cette date.</p>

Travail à faire

Première question

Expliquez ce que sont les NEP (Normes d'exercice professionnelles).

Deuxième question

Analyser chacune des situations décrites au regard des NEP. Pour chaque situation en contravention avec les NEP il vous est demandé de rédiger un commentaire d'analyse. Seuls les éléments caractéristiques des anomalies sont à mentionner (pas les numéros des NEP, pas le détail), l'analyse doit être précise et brève (la concision de la réponse fait partie de la notation) et le numéro de la situation décrite doit être mentionné.

Partie 1 : Normes IAS

Annexe 1

9.12.2004

FR

Journal officiel de l'Union européenne

L 363/1

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 2086/2004 DE LA COMMISSION

du 19 novembre 2004

modifiant le règlement (CE) n° 1725/2003 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, pour ce qui concerne l'insertion de l'IAS 39

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Définition des quatre catégories d'instruments financiers

Un actif financier ou un passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat est un actif financier ou un passif financier qui répond à l'une des conditions suivantes.

- (a) Il est classifié comme détenu à des fins de transaction. Un actif financier ou un passif financier est classifié comme détenu à des fins de transaction s'il est:
 - (i) acquis ou encouru principalement en vue d'être vendu ou racheté à court terme;
 - (ii) une partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présente des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme;
 ou
 - (iii) un dérivé (à l'exception d'un dérivé qui est un instrument de couverture désigné et efficace).
- (b) [...] Tout actif financier [...] entrant dans le champ d'application de la présente Norme peut être désigné, lors de sa comptabilisation initiale, comme un actif financier [...] à la juste valeur par le biais du compte de résultat, à l'exception des investissements dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable (voir paragraphe 46(c) et Annexe A, paragraphes AG80 et AG81).

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, que l'entreprise a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance (voir Annexe A, paragraphes AG16 à AG25), sauf:

- (a) ceux que l'entité a désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat;
 - (b) ceux que l'entité désigne comme disponibles à la vente;
- et
- (c) ceux qui répondent à la définition de prêts et de créances.

Une entité ne doit pas classer des actifs financiers comme détenus jusqu'à leur échéance si, pendant la période annuelle en cours ou au cours des deux périodes annuelles précédentes, elle a vendu ou reclassé avant l'échéance une quantité non négligeable de placements détenus jusqu'à leur échéance (non négligeable par rapport au total des placements détenus jusqu'à leur échéance) à l'exclusion des ventes ou reclassements qui:

- (i) sont tellement proches de l'échéance ou de la date de remboursement de l'actif financier (par exemple, à moins de trois mois de l'échéance) que des variations du taux d'intérêt du marché auraient un effet négligeable sur la juste valeur de l'actif financier;
 - (ii) surviennent après que l'entité ait encaissé la quasi-totalité du montant en principal d'origine de l'actif financier dans le cadre de l'échéancier prévu ou du fait de paiements anticipés;
- ou
- (iii) sont attribuables à un événement isolé, indépendant du contrôle de l'entité, qui n'est pas appelé à se reproduire et que l'entité n'aurait pu raisonnablement anticiper.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception de:

- (a) ceux que l'entité a l'intention de vendre immédiatement ou dans un avenir proche, qui doivent être classés comme détenus à des fins de transaction et ceux que l'entité, lors de leur comptabilisation initiale, désigne comme étant à leur juste valeur par le biais du compte de résultat;

IAS 39

(b) ceux que l'entité, lors de leur comptabilisation initiale, désigne comme disponibles à la vente;

ou

(c) ceux pour lesquels le porteur peut ne pas recouvrer la quasi-totalité de son investissement initial, pour d'autres raisons que la détérioration du crédit, qui doivent être classés comme disponibles à la vente.

Une participation acquise dans un pool d'actifs qui ne sont pas des prêts ou des créances (par exemple, une participation dans un fonds commun ou assimilé) n'est pas un prêt ni une créance.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme disponibles à la vente ou ne sont pas classés comme (a) des prêts et des créances, (b) des placements détenus jusqu'à leur échéance ou (c) des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

ÉVALUATION

Évaluation initiale d'actifs et de passifs financiers

43. Lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif financier, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un actif ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier.

Évaluation (paragraphe 43 à 70)

Évaluation initiale d'actifs et de passifs financiers (paragraphe 43)

AG64. La juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de la transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue, voir également le paragraphe AG76). Toutefois, si une partie de la contrepartie versée ou reçue correspond à un élément autre que l'instrument financier, la juste valeur de l'instrument financier est estimée par une technique de valorisation (voir paragraphes AG74 à AG79). Par exemple, la juste valeur d'un prêt ou d'une créance à long terme qui ne porte pas intérêt peut être estimée comme la valeur actualisée de l'ensemble des entrées de trésorerie futures, actualisées au(x) taux d'intérêt prévalant sur le marché pour un instrument similaire (quant à la devise, à l'échéance, au type de taux d'intérêt et à d'autres facteurs) ayant une notation similaire. Tout montant supplémentaire prêté constitue une charge ou une réduction du résultat, à moins qu'il ne remplisse les conditions de comptabilisation comme un autre type d'actif.

Annexe 1 et 2 de la partie 4 : Fusions et opérations assimilées

Annexe : 1

Pour la détermination de l'actif net retraité de la société Morbihan (valeurs réelles) on vous communique les informations suivantes :

- *Plus values sur immobilisations :* 13 k€
- *Impôt différé passif sur plus value latente :* 2 k€
- *Engagements de retraite :* 1 k€

Annexe : 2

bilan de la société Quercy (K€)			
ACTIF		PASSIF	
Immobilisations (1)	1 500	Capital (7000 à 50€)	350
		Prime d'émission	50
		Réserves	400
		<i>Capitaux propres</i>	800
actifs circulants	250		
		Provisions pour risque	50
		Dettes	900
totaux	1 750	totaux	1 750

(1) 500 Titres Morbihan: valeur brute :480K€ et valeur nette 460 (détenus depuis plus de 2 ans)

bilan de la société Morbihan (K€)			
ACTIF		PASSIF	
Immobilisations	800	Capital (500 à 100€)	50
		Réserves	300
		Provisions	
		réglementées(1)	100
actifs circulants	300	<i>Capitaux propres</i>	450
		Dettes	650
totaux	1 100	totaux	1 100

(1) provision pour amortissements dérogatoires

bilan de la société Eure (K€)			
ACTIF		PASSIF	
Immobilisations incorporelles	10	Capital (4000 à 100€)	400
Immobilisations corporelles	920	Prime d'apport	150
Stocks	120	Réserves	220
Créances clients	410	<i>Capitaux propres</i>	770
Disponibilités	40		
		Provisions pour risque	30
		Dettes fournisseurs	190
		Dettes bancaires	510
totaux	1 500	totaux	1 500

bilan de la société Finistère (K€)			
ACTIF		PASSIF	
Immobilisations	2 100	Capital (6000 à 50€)	300
		Réserves	1 065
Stocks	200	<i>Capitaux propres</i>	1 365
Créances clients	500		
Disponibilités	15		
		Provisions pour risque	80
		Dettes	1 370
totaux	2 815	totaux	2 815